

## **Contre l'impunité des crimes commis au Yémen, des organisations de la société civile demandent une action urgente**

Depuis près de 7 ans, la population du Yémen a été victime d'innombrables crimes de guerre et d'abus en matière de droits humains.

En documentant les crimes commis par les deux parties au conflit, et en les signalant au reste du monde, le Groupe d'éminents experts (GEE), mandaté par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, faisait montre, jusqu'au mois dernier, de son engagement contre une impunité généralisée. Pour les populations civiles au Yémen, cela signifiait que les États membres des Nations unies ne fermaient pas les yeux sur leur souffrance.

Ce n'est désormais plus le cas. L'Arabie saoudite, soutenue par les Émirats arabes unis, à la tête d'une coalition militaire dans la guerre au Yémen, ont fait pression sur les membres du Conseil des droits de l'homme pour mettre un terme au travail impartial de *monitoring* et de *reporting* du GEE. En conséquence de quoi, les membres du Conseil ont rejeté, à une faible majorité, une résolution dont l'adoption aurait permis de renouveler le mandat du GEE, portant un coup sérieux au effort de mise en responsabilité.

Comme l'a très bien résumé l'Ambassadeur des Pays-Bas au Nations unies à Genève, le Conseil a « *trahi le peuple yéménite* ».

La communauté internationale ne peut rester sans rien faire et laisser ce vote être le dernier mot d'un travail mené sur la responsabilité des crimes de guerre et des abus perpétrés au Yémen.

**Les organisations soussignées exhortent les l'Assemblée générale des Nations unies à agir rapidement afin d'établir un nouveau mécanisme de responsabilisation pour le Yémen.** La souffrance infligée aux civils dans le pays rend cette étape nécessaire. Elle permettra de lutter contre l'impunité dans le conflit en cours au Yémen et d'envoyer un avertissement sans équivoque aux auteurs d'exactions des deux camps : ces derniers seront tenus responsables pour les crimes de guerres et les autres violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Toutes les parties au conflit au Yémen ont commis une série d'abus généralisés et systémiques, en tuant ou blessant des dizaines de milliers de civils. Depuis 2015, la coalition menée par l'Arabie saoudite et les EAU a engagé de nombreuses frappes aériennes illégales qui ont tué ou blessé des civils, détruit ou endommagé des habitations, des hôpitaux, des écoles, des marchés, entre autres infrastructures civiles. Elle est également suspectée d'avoir fourni des armes et un soutien à des groupes armés locaux et à des milices à l'origine de graves abus. Les forces houthis ont réalisé des tirs de mortier, de roquettes et de missiles sans distinction sur des zones densément peuplées, comme des villes, au Yémen. Des missiles balistiques ont également été tirés sans distinction dans des zones habitées en Arabie saoudite. Les belligérants ont empêché

des convois humanitaires d'apporter leur aide à celles et ceux qui en avaient besoin. Les comportements criminels de toutes les parties au conflit sont responsables de la perte de milliers de vies civiles et de la pire crise humanitaire au Yémen.

**Les organisations soussignées exhortent l'Assemblée générale des Nations unies à établir un organe indépendant et impartial qui puisse enquêter et assurer le report public des violations et abus les plus graves en matière de droit international commis au Yémen, en vue de préparer d'éventuelles poursuites criminelles ultérieures.** Un mandat aussi fort est exigé afin d'assurer, non seulement, que les crimes internationaux graves commis au Yémen soient connus par le reste du monde, mais aussi pour permettre, à terme, d'engager effectivement la responsabilité pénale des auteurs, dont dépend la lutte contre l'impunité et la réparation des victimes.

Il s'agit d'un objectif ambitieux, l'Assemblée générale a déjà relevé le défi lorsque des abus graves, généralisés et répétés l'exigeaient. Par exemple, en 2016, l'Assemblée générale a créé le Mécanisme international, impartial et indépendant afin de collecter, préserver et étudier les preuves des crimes internationaux les plus graves commis en Syrie. En 2018, le Conseil des droits de l'homme a créé un mécanisme similaire pour le Myanmar à la suite des crimes contre l'humanité et du possible génocide perpétré à l'encontre des Rohingya. Reconnaisant le besoin urgent de mise en responsabilité au Yémen, des dizaines d'États membres de l'ONU ont déjà enjoint la communauté internationale à « davantage envisager activement des mécanismes alternatifs » pour surveiller la situation des droits humains.

Les États membres de l'Assemblée générale des Nations unies peuvent et devraient créer un mécanisme de responsabilité pour le Yémen et s'assurer que celui-ci est doté des ressources suffisantes pour mener à bien sa fonction. C'est le minimum qu'ils puissent faire pour celles et ceux qui ont enduré, sept ans durant, des souffrances incommensurables.

La population du Yémen exige justice. Et la justice commence par des enquêtes et des responsabilités. Il faut agir, maintenant.

La liste complète des signataires (au 2 décembre 2021 : 64)

1. Action on Armed Violence (AOAV)
2. ACAT-France
3. Africa Center for Security, Governance & Research
4. Alkarama for Human Rights
5. ALQST for Human Rights
6. Allard K. Lowenstein International Human Rights Clinic, Yale Law School
7. Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain
8. Amnesty International
9. Avaaz

10. Bridges for Yemen
11. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
12. Campaign Against Arms Trade (CAAT)
13. Centre for Social Impact Studies
14. Changemaker Norway
15. CIVICUS
16. Columbia Law School Human Rights Clinic
17. Conflict and Environment Observatory
18. DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project)
19. Defense Foundation for Rights and Freedoms
20. Democracy School
21. Development House
22. European Center for Democracy and Human Rights (ECDHR)
23. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
24. Femmes des medias pour la justice au Congo
25. FOMICRES
26. Global Action to Prevent War and Armed Conflict
27. FundiPau (Fundacio per la Pau)
28. Global Centre for the Responsibility to Protect
29. Global Legal Action Network
30. Gulf Centre for Human Rights
31. Human Life Foundation for Development and Relief
32. Human Rights Information & Training Centre- HRITC
33. Human Rights Watch (HRW)
34. International Commission of Jurists (ICJ)
35. Human Rights Monitor Organization
36. International Federation for Human Rights (FIDH)
37. International Service for Human Rights (ISHR)
38. Le Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest, section Côte d'Ivoire (Le RASALAO-CI)
39. MENA Rights Group
40. Mwatana for Human Rights
41. Partners Foundation
42. PAX
43. Peace Track Initiative
44. People's Federation for National Peace and Development (PEFENAP)
45. Rete Italiana Pace e Disarmo
46. Project Ploughshares
47. Project on Middle East Democracy (POMED)
48. Salam For Yemen

49. SAM Organization Rights and liberty
50. Sisters' Arab Forum for Human Rights (SAF)
51. Swedish Peace and Arbitration Society
52. The Bahrain Institute for Rights and Democracy (BIRD)
53. Truth Justice Memory Center
54. Vision GRAM-International
55. Vredesactie
56. Watch for Human Rights
57. WITNESS
58. Win Without War
59. Women for Peace and Democracy Nepal
60. World Organisation Against Torture
61. Women's International League for Peace and Freedom
62. Yemen Relief and Reconstruction Foundation
63. Yemeni Archive
64. Yemen Policy Center- Germany